

L'événement



À J-10, ils peaufinent leurs programmes. Un zeste de pouvoir d'achat, des charges en moins pour favoriser l'emploi, notamment des jeunes apprentis, un système fiscal plus cohérent. Sur tous ces sujets, les cinq principaux candidats ont leur mot à dire. Florilège.

PRÉSIDENTIELLE

Les promesses des candidats pour le commerce

LSA N° 2455 | 13 avril 2017

A dix jours du premier tour de l'élection présidentielle, toutes les fédérations représentant le monde du commerce ont fait leur liste au prochain président de la République. Du commerce Intégré à la franchise, de l'agroalimentaire à l'interprofession de l'épicerie, chacun exprime ses doléances. Mais autour d'un point commun : plus de liberté pour favoriser l'emploi. De leur côté, les candidats ont peu évoqué le secteur du commerce – qui représente

pourtant une entreprise sur cinq en France – et, un peu plus, la question du made in France. Néanmoins, beaucoup de leurs propositions ont une incidence sur la consommation. Une consommation qui n'est pas influencée par l'élection en elle-même, comme le montre une étude exclusive réalisée par Clear Channel et LSA. Seulement un Français sur cinq estime que cette échéance aura des conséquences sur son budget, à l'exception de l'immobilier et des voyages. ■■■

MAGALI PICARD

7 Français sur 10 n'envisagent pas de changer leur consommation au moment de l'élection présidentielle
Source: Clear Channel / LSA

RETROUVEZ L'ÉTUDE EXCLUSIVE CLEAR CHANNEL/LSA SUR LSA.FR



La fiscalité

Simplifier et redonner du pouvoir d'achat

Ils sont d'accord sur au moins un sujet : une simplification de la fiscalité qui pèse sur le commerce s'impose. Devant un parterre de distributeurs réunis à l'occasion des États généraux du commerce, le 21 mars, les représentants de quatre des cinq principaux candidats ont tous convenu qu'il fallait alléger les taxes et les normes. « *Nous sommes assez impuissants devant cette complexité* », concède même Hervé Novelli, ex-secrétaire d'État au Commerce et représentant de François Fillon. « *Nous sommes pour une stabilité fiscale et un allègement des normes* », renchérit Joëlle Mélin, députée européenne et conseillère municipale à Aubagne pour le Front national. Au nom de Benoît Hamon, Razzy Hammadi, député de Seine-Saint-Denis, prône une « *cohérence* ». « *Aujourd'hui, celles qui paient le plus de Tascam, la taxe sur les surfaces commerciales, sont les surfaces les plus grandes, implantées souvent dans les zones les plus défavorisées. Et le Carrefour Market dans Paris, qui vend le paquet de pâtes à 2,20 €, paie moins de taxes que celui de la première couronne, qui vend le même paquet à 1,80 €. Or, il embauche moins que la grande surface. Il faut une refonte de la fiscalité.* »

Ce constat établi, un autre sujet fait quasi l'unanimité, celui de l'impôt sur les sociétés (IS) « *L'IS est d'une injustice absolue*, estime Daniëlle Simonnet, conseillère de Paris et représentante de Jean-Luc Mélenchon. *Quand certaines grosses multinationales ne paient que 8 % de l'IS, d'autres, plus petites, en paient plus.* » De La France insoumise à la droite, en passant par Emmanuel Macron, tous s'accordent pour ramener de 33 à 25 % l'impôt sur les sociétés.

Seuls Benoît Hamon et Marine Le Pen en ont une vision différente : l'un propose de le moduler, afin d'inciter les entreprises à réinvestir leurs bénéfices, la seconde réserve aux TPE-PME la réduction de l'IS à 24 %. « *Marine Le Pen ne favorisera pas les grandes surfaces*, prévient d'emblée Joëlle Mélin. *Elle a une vision très territoriale.* » Et, selon elle, les

grandes surfaces ne contribuent pas à défendre les territoires.

Enfin, devant des Français très majoritairement inquiets (81 %) pour leur pouvoir d'achat, tous les candidats multiplient les gestes pour les plus modestes, de simples primes (d'activité pour Macron ou de pouvoir d'achat pour le FN) à l'augmentation directe du Smic (Mélenchon) ou à l'abattement de charges sociales (Fillon). Le candidat Macron, lui, veut carrément supprimer dix points de cotisations sociales au niveau du Smic. De quoi redonner de l'oxygène aux ménages. ■

M. P.

Jean-Luc Mélenchon



© JPM VAN HESSELTORES

► Sa proposition

LA PLUS AUDACIEUSE

Augmenter le Smic de 16 %, de 1 150 à 1 326 € net.

► Sa mesure

LA MOINS BÉNÉFIQUE

Aucune mesure sur les allègements de charges patronales.

■ Trois candidats

(Fillon, Macron et Hamon) d'accord pour repenser les taxes.

■ Tous partagent l'idée d'un impôt sur les sociétés autour de 25 %.

■ L'amélioration du pouvoir d'achat passe par une hausse des primes ou par la baisse des cotisations sociales sur le Smic.

L'emploi

Tout pour rendre le travail moins cher

Le commerce recrute

25%

des jeunes de moins de 25 ans

Source : Forco

Les représentants du commerce sont formels : Pour maintenir le commerce physique, il faut que le coût du travail soit le plus faible possible. Visiblement, les candidats l'ont entendu. À l'exception de la gauche (Hamon et Mélenchon), tous proposent de baisser le montant des charges patronales. Le candidat des Républicains va le plus loin, avec un allègement total de 40 milliards d'euros. « *Deux fois plus que le CICE* », précise Hervé Novelli. Seul hic, cette

Emmanuel Macron



© 2017 FLORENCE FINANCE LP

► Sa proposition

LA PLUS AUDACIEUSE

Supprimer dix points de cotisation au niveau du Smic, six par la conversion du CICE et quatre par une baisse supplémentaire des charges sociales.

► Sa mesure

LA MOINS BÉNÉFIQUE

Instaurer un bonus-malus sur les contrats courts, utilisés souvent par le commerce.

Marine Le Pen



© CHENOT/GETTY IMAGES

► Sa proposition

LA PLUS AUDACIEUSE

L'instauration d'un « patriotisme économique » ou une taxe de 3 % sur les importations dont le produit sera reversé aux salariés touchant moins de 1 500 euros par mois.

► Sa mesure

LA MOINS BÉNÉFIQUE

Une taxe sur l'embauche des salariés étrangers, pour un gain chiffré à 2 milliards d'euros par an.

baisse des charges patronales serait financée par une hausse de la TVA de deux points. Ce qui risque de freiner la consommation. Emmanuel Macron, de son côté, souhaite transformer ce crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi en « *baisse des charges pérenne* », sous forme d'allègements dégressifs jusqu'à 1,6 fois le Smic. Quant à Marine Le Pen, elle souhaite une fusion du CICE et de tous les autres dispositifs. « *Vous serez au cœur du maintien de l'emploi* », lance Joëlle Mélin aux professionnels. Des charges qui pèsent aussi sur l'apprentissage, voie d'entrée sur le marché du travail et délaissée en France. Hervé Novelli promet d'exonérer de charges les contrats en alternance. Quel politique, rêvant du modèle allemand, ne veut pas favoriser l'apprentissage? François Fillon souhaite prendre le mal à la racine et confier la gestion des lycées professionnels aux régions pour associer davantage les entreprises. « *Si l'apprentissage fait pâle figure en France, c'est avant tout parce qu'il a été construit par l'Éducation nationale et pas par le monde professionnel.* » Un avis partagé par beaucoup de représentants du commerce. Marine Le Pen vise plus large, avec l'exonération des charges patronales pour toute embauche d'un jeune de moins de 21 ans. Autant de mesures qui vont dans le

sens de ce que prônent les spécialistes de l'apprentissage. « *Il faudrait exonérer de charges sociales tous les contrats en alternance et élargir le crédit d'impôt apprentissage aux contrats professionnels* », estime Marie-Hélène Mimeau, vice-présidente du Forco, l'organisme paritaire qui collecte les fonds versés par les distributeurs à destination de la formation. Le temps de travail divise davantage. Attaqués pendant des années, les 35 heures vivent-elles leurs derniers mois? Mis à part Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon, qui se prononcent pour une baisse supplémentaire du temps hebdomadaire, les trois autres militent pour un assouplissement. En rupture sur l'échiquier, François Fillon compte les supprimer et donne entre un an et dix-huit mois aux entreprises pour négocier des accords sur le temps de travail, avec les 39 heures comme référence. Marine Le Pen parle d'assouplissement, sans plus de précision. Emmanuel Macron adopte une position originale: moduler le temps de travail en fonction de l'âge. Ainsi, les plus jeunes pourraient travailler autant qu'ils veulent, les plus âgés choisir un temps de travail plus adapté à leurs désirs. Le travail à la carte, en quelque sorte, encadré par des limites d'âge (25 et 55 ans). ■

- Un allègement des charges patronales destiné à réduire le coût du travail.
- Favoriser l'apprentissage par l'exonération de charges sur les contrats en alternance et une gestion différente des lycées professionnels.
- Assouplir le temps de travail ou, au contraire, le réduire.

78 000
jeunes en contrats
d'apprentissage et
38 000
en contrats pro
dans le commerce

M. P.
Source: Forco



Benoît Hamon

© AURELIE NUBERTY IMAGES

► Sa proposition

LA PLUS AUDACIEUSE

Un revenu universel d'existence pour ceux dont les revenus sont inférieurs à 2 200 € net (1,9 fois le Smic) et instaurer une taxe sur les bénéfices détournés par les multinationales.

► Sa mesure

LA MOINS BÉNÉFIQUE

Une taxe sur les robots pour lutter contre les « mutations du travail ». Ce qui risque de limiter l'automatisation des tâches pénibles.



François Fillon

© 2017 BLOMBERG FINANCE LP

► Sa proposition

LA PLUS AUDACIEUSE

La fin des 35 heures. Les entreprises auront un an à dix-huit mois pour négocier une nouvelle durée.

► Sa mesure

LA MOINS BÉNÉFIQUE

Augmenter la TVA de deux points pourrait gripper le moteur de la consommation.

Le made in France

Pas d'unanimité

Pourtant défendu par plusieurs candidats aux primaires, le made in France a été, par la suite, légèrement oublié dans la campagne présidentielle. Seuls trois candidats ont vraiment proposé des mesures phares visant à le promouvoir dans le prochain quinquennat. Pour soutenir les entreprises françaises face à la concurrence internationale, Marine Le Pen a mis en avant son concept de « patriotisme économique ». Dans ce cadre, elle interdit l'importation et la vente de produits provenant de l'étranger qui ne respecteraient pas les normes imposées aux producteurs français. Elle milite aussi pour une sortie de l'euro et un arrêt des traités de libre-échange (Tafta, Ceta). Un point de convergence chez deux candidats aux antipodes: Jean-Luc Mélenchon met en avant, lui aussi, un protectionnisme solidaire pour relocaliser la production et refuse les traités de libre-échange, en l'état, pour construire une autre politique internationale. Le cas échéant, avec son plan B (bye-bye l'Europe), il menace également de sortir de

- **Trois candidats** ont exposé des mesures claires sur le sujet (Hamon, Le Pen et Mélenchon).
- **Pour la première fois**, le bio est intégré dans les programmes.
- **Encadrer** les relations entre agriculteurs, industriels et distributeurs pour améliorer la compétitivité des entreprises françaises.

l'euro. Par ailleurs, Benoît Hamon, pour qui ce thème est également important, veut réserver 50 % des marchés publics aux petites et moyennes entreprises françaises. Il évoque aussi la possibilité d'une nationalisation temporaire de certaines entreprises, pour maintenir la compétitivité locale et les emplois, sans émettre de réserves sur les traités internationaux.

En revanche, tous les candidats ont affirmé leur volonté de fortifier le tissu agricole français. Certains, à l'image d'Emmanuel Macron et de Benoît Hamon, souhaitent un soutien des organisations de producteurs dans les négociations avec les industriels et avec la grande distribution. D'autres, comme François Fillon et Marine Le Pen, appuient l'indication de la provenance et du lieu de transformation des produits agroalimentaires, pour améliorer la compétitivité des agriculteurs français. Et sur le thème du produire local, impossible d'étudier le bio. Pour la première fois, il s'est invité dans les programmes des candidats. Tous sont plus ou moins en faveur d'un déploiement du bio en France, défini comme un secteur économique d'avenir. Benoît Hamon propose même d'appliquer un taux de TVA réduit pour ces produits. D'ailleurs, plus de 1 200 élus ont signé le Pacte Bio 2017, afin de faire de la France le premier pays bio en Europe. ■

CAMILLE HAREL